

Anmerkungen zur Stellungnahme des MECDD zur SUP vom 09/07/2019

Hinweis: Diese Stellungnahme betrifft nur diejenigen Aussagen des MECDD, die gegebenenfalls eine Änderung des PAG-Projekts erforderlich machen.

„Bruit“ (Seite 4f.)Auszug aus der Stellungnahme des MECDD:

15). La réalisation d'un réseau de qualité pour renforcer la mobilité douce couplée à des espaces verts soutenant en plus la circulation de l'air frais est un aspect important dans ce contexte. Par contre, la logique de vouloir rapprocher davantage les zones d'habitation à l'autoroute et aux nouvelles routes prévues au nord est moins compréhensible.

En ce qui concerne la définition de zones tampon (voir également chapitre 3 du présent avis) visant à réduire l'impact acoustique, il y a lieu de préciser que les définitions utilisées dans le cadre de l'aménagement ou la conservation de bandes végétales ne s'appellent pas à servir d'écran anti-bruit. En effet, il est à vérifier si des mesures anti-bruit y restent réalisables pour les zones concernées par des nuisances sonores significatives. Le cas échéant, lesdites servitudes seraient à préciser sans que toutefois la qualité d'intégrité paysagère recherchée en soit substantiellement réduite.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Um eine Lärmexponierung von Wohnungen zu vermeiden resp. zu mindern, wurden im PAG-Projekt in der Regeln „Pufferzonen“ ausgewiesen, die aufgrund ihrer zulässigen Nutzungen weniger Lärmempfindlich sind (z.B. die „SPEC-ad“ im NQ Kiem). Insbesondere die Stellung der geplanten Baukörper kann hier für einen baulichen Lärmschutz sorgen. Diese und weitere Maßnahmen sind für jedes von Straßenlärm betroffene „Nouveau quartier“ im zugehörigen „schéma directeur“ festgelegt.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Keine Anpassung des PAG-Projekts erforderlich.

Finalement, le rapport environnemental ne mentionne pas que le plan d'action contre le bruit des grands axes routiers publié par l'Administration de l'environnement a identifié une zone prioritaire de gestion de bruit (« hotspot » bruit) à Strassen au niveau de la N6 - route d'Arlon à Strassen. En outre, il ne faut pas oublier que la situation acoustique telle que représentée par exemple, pour le trafic routier et ferroviaire avec les cartes de bruit de 2016, n'est pas statique, et qu'en raison de diverses modifications projetées sur le territoire de Strassen (p.ex. autoroute avec 3^{ème} voie, voies de délestage, projet de mise en souterrain de l'autoroute (surface n° 18)), la situation acoustique changera. Or, ces changements positifs et négatifs seraient à prendre en compte dans les études de bruit à réaliser le cas échéant aux niveaux de planification subséquents. A noter encore qu'en ce qui concerne l'élaboration d'une étude acoustique, l'Administration de l'environnement a élaboré un guide y relatif qui peut être téléchargé par l'intermédiaire du portail « emwelt.lu » : <https://environnement.public.lu/fr/emweltprozeduren/Formations/Guide-impact-sonore.html>.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Da es sich bei der Lärmexponierung tatsächlich nicht um statische Daten handelt, wird vorgeschlagen, den art. 21 („Zone de bruit“) des schriftlichen Teils des PAG-Projekts so umzuformulieren, dass dies deutlich wird. Des Weiteren sollte bei der Erstellung von PAP NQ auf von Straßenlärm betroffenen Standorten eine Lärmstudie erarbeitet werden.

Neuer Textvorschlag für die „zone de bruit“:

„Cette zone délimite à titre indicatif les parties du territoire communal affectés par des nuisances phoniques résultant du trafic routier au-dessus d'une valeur L_{den} de 65 dB(A) ou au-dessus d'une valeur L_{night} de 55 db(A) sur base de la cartographie stratégique du bruit établie par l'Administration de l'environnement. Ces cartes ont été établies conformément au règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Ces cartes sont soumises à une mise à jour périodique et leurs empreintes sur le terrain sont susceptibles de changer.

Lors de l'élaboration d'un PAP NQ une étude acoustique est à élaborer afin de prouver comment le site est effectivement affecté par les nuisances phoniques résultant du trafic routier et de formuler des mesures anti-bruit. Les propositions et mesures concernant la gestion du bruit formulées dans le schéma directeur sont en outre à prendre en compte. En site inscrit en plan d'aménagement particulier « quartier existant » toutes les nouvelles constructions destinées aux logements et aux services administratifs doivent présenter une isolation acoustique appropriée. Les dispositions sur la protection contre le bruit sont renseignées dans le Règlement sur les Bâtisses, les Voies publiques et les Sites de la Commune de Strassen.“

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Der neue Textvorschlag wird gutgeheißen.

„Ligne électrique aérienne“ (Seite 5f.)

Ligne électrique aérienne

Selon le plan « Schutzpotentiale » au chapitre 9 de l'étude préparatoire, un tronçon de ligne électrique aérienne se situant à la limite Est de la commune de Strassen n'est pas intégré dans l'inventaire initial (page 45). Sous le chapitre « 7.3.1 Fläche n°2 », cette ligne aérienne est relevée et il est fait référence à juste titre à la circulaire n° 1644 du 11 mars 1994 émise par le Ministre de l'Intérieur recommandant, pour des raisons préventives, aux bourgmestres de ne plus créer des terrains à bâtir à proximité immédiate d'une ligne haute tension et en recommandant des distances minimales.

Les mesures retenues dans le rapport environnemental pour la surface 2 visant, soit à garder une certaine distance par rapport aux lignes électriques, soit à les enterrer, ne se retrouvent pas matérialisées dans le projet de PAG. Notons de même que les effets et les mesures à prendre pour d'autres surfaces le long de la ligne électrique aérienne ne sont pas mentionnés dans les schémas directeurs « Umsiedlung Hein » et « Kiem » dont la surface 2 fait partie.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Es wird vorgeschlagen, dass die angesprochenen schémas directeurs „Kiem“ und „Umsiedlung Fours Hein“ um entsprechende Maßnahmen ergänzt werden.

Einerseits wäre denkbar, dass die Hochspannungsleitungen im Rahmen der Überplanung des Gebiets unterirdisch verlegt werden, andererseits könnte eine Regelung getroffen werden, dass keine Aufenthaltsräume von Gebäuden in einem bestimmten Abstand zu der Hochspannungsleitung liegen dürfen. Eine solche Regelung ist aber auch schon im Rahmen des Projekts zum „Règlement sur les bâtisses“ vorgesehen und würde damit für alle „nouveaux quartiers“, „quartiers existants“ und auch für die „zone verte“ Gültigkeit besitzen.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Keine Anpassung des PAG-Projekts erforderlich.

Consommation / Protection du sol (S. 6f.)

Les auteurs du rapport environnemental présentent le bilan de la consommation foncière au chapitre 6.5. Le potentiel foncier envisagé par le projet de PAG est important avec 103,04 hectares, sans prendre en considération les lacunes dans le tissu urbain dont l'envergure n'est pas précisée dans le rapport environnemental. 23,72 hectares constituent des extensions et 43,7 hectares sont superposées par une ZAD. Dans leurs conclusions les auteurs estiment que le bilan (55,93 hectares) est conforme à la valeur d'orientation (59,04 hectares sur 12 ans) si l'on considère les parties de terrain déjà urbanisées et les ZAD. Ce constat n'est pas tout à fait juste alors que les extensions (p.ex. zone 10) superposées par une ZAD ne peuvent pas être déduites du bilan et qu'il n'est pas clair comment les zones BEP_ep ont été considérées, malgré l'explication donnée en page 117 qu'elles seraient incluses dans le bilan. Au vu de ce qui précède, le bilan foncier dépasse la valeur d'orientation par au moins 2,71 hectares. En outre, la stratégie à la base du potentiel foncier n'est pas élucidée, ce qui est regretté étant donné que le message qui peut en être déduit est ambivalent, d'un côté viser à terme un potentiel foncier important et, d'un autre côté, en limiter le développement de manière conséquente par des ZAD.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Sofern man die Perimetererweiterungen, die als „ZAD“ ausgewiesen sind, sowie die BEP-ep-Flächen in die Bilanz einrechnet, liegt man vermutlich oberhalb des Orientierungswertes des PNDD. Der exakte Wert sollte gegebenenfalls noch einmal für das zu votierende PAG-Projekt ermittelt werden, nachdem auch andere Anmerkungen des MECDD und der Commission d'aménagement berücksichtigt wurden.

Der Grund für die Ausweisung größerer Freiflächen als Bauzonen liegt zum einen in der Tatsache, dass viele dieser Flächen bereits im PAG en vigueur innerhalb des bebaubaren Bereichs lagen. Ferner ergeben sich durch die staatlichen Planungen der Umgehungsstraßen und des interkommunalen Gewerbegebiets quasi bereits auf nationaler Ebene Grenzen möglicher Ortserweiterungen. Die „Strategie“ der Bauzonenausweisungen orientiert sich so an diesen „technischen“ Grenzen. Daneben sollten nicht alle Flächen gleichzeitig entwickelt werden, da die Versorgungsinfrastruktur der Gemeinde „mitwachsen“ muss. Hier bietet sich das Instrument „Zone d'aménagement“ différencié“, das vom Gesetzgeber vorgesehen wurde

geradezu an, indem trotz verzögerter Entwicklung die langfristige Entwicklungsstrategie sichtbar wird.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Durch den Verzicht auf das NQ „Carrières - partie 2“ und Teile des NQ „Kiem“ wird der theoretische Flächenverbrauch signifikant verringert.

Protection et gestion de l'eau – volet „hydrologie“ (S. 7)

Au vu de la localisation du réseau hydrographique sur le territoire de la commune de Strassen, le projet de PAG n'aura pas d'importantes incidences sur les cours d'eau. Il est cependant indiqué de prévoir une servitude "urbanisation-cours d'eau" le long du cours d'eau "Aalbaach" au niveau des zones BEP et MIX-u au lieu-dit "Grousswiss" à Strassen, ainsi que pour son affluent au lieu-dit "Rausch" venant de la piscine "Les Thermes". Ce type de servitude est indispensable pour contribuer à atteindre le bon état écologique des cours d'eau en vertu de l'article 5 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau. La servitude aura comme finalité de protéger les cours d'eau précités par une bande à rester libre de 5 mètres de largeur de part et d'autre des berges du cours d'eau.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Es wird vorgeschlagen, eine Servitude, wie sie in der Stellungnahme empfohlen wurde, auszuweisen. Da aber die exakte Lage der Ufer der genannten Bachläufe nicht auf dem „fond de plan“ für den PAG lokalisierbar ist, wird vorgeschlagen, eine Servitude „Cours d'eau“ mit einer Tiefe von 7,50m ab der Achse des Bachlaufs auszuweisen.

Vorschlag für einen möglichen Text der „servitude – cours d'eau“:

La servitude « urbanisation – cours d'eau » vise à protéger, mettre en valeur et favoriser la renaturation des cours d'eau en tant que biotope/habitat linéaire. Toute construction y est interdite, à l'exception des constructions et aménagements d'utilité publique.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Der Vorschlag für die Ausweisung einer ZSU-CE („cours d'eau“) wird gutgeheißen.

Protection et gestion de l'eau – volet „Zones inondables“ (S. 7)

Aucune zone ou bâtiment ne se trouve apparemment dans une zone inondable. Pourtant, il est recommandé de représenter sur la partie graphique du PAG non seulement la zone inondable HQ extrême, mais également les zones HQ10 et HQ100.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Im PAG-Projekt sind „Zones inondables“ im Bereich des Bachlaufs der Mamer, basierend auf dem Szenario „HQ extrême“ dargestellt. Aufgrund der Lage sind diese Zonen allerdings nur auf dem sogenannten „Plan d'ensemble“ in einem Maßstab von 1/10.000 eingetragen.

Es ist selbstverständlich möglich, auch die Abgrenzungen der Szenarien „HQ 10“ (zehnjährliches Hochwasserereignis) und „HQ 100“ (hundertjährliches Hochwasserereignis) darzustellen. Allerdings würde dies für die Bürger und die politischen Entscheider im Rahmen der PAG-Pläne vermutlich zu keinerlei Mehrwert führen, da die Lesbarkeit des „Plan d'ensemble“ für die betroffenen Bereiche sehr eingeschränkt würde.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

HQ 10 und HQ 100 werden zugunsten der Lesbarkeit des Plans nicht dargestellt.

Protection des paysages (S.8)

le degré de détail très sommaire des mesures proposées. Se pose, par exemple, dans ce contexte la question par quels moyens le projet de PAG concrétise la recommandation « sensibler Umgang mit Ortseingängen und Ortsrändern bezüglich der landschaftlichen Einbindung » au Nord de la route d'Arlon, compte tenu des extensions y prévues, de l'absence de servitudes et de la réservation d'un couloir pour projets routiers dans l'enceinte de l'ancienne décharge pour déchets inertes qui reste encore à réaménager.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Im PAG-Projekt sind beispielsweise „Zones de servitudes ‚urbanisation – espace vert‘“ im Norden des Gebiets „Pescher“ ausgewiesen, die zum Ziel haben, eine landschaftliche Einbindung sicherzustellen. Die Tiefe dieser Servitude ist tatsächlich nicht sehr groß – diese orientierte sich an der im PAG en vigueur bestehenden „Zone d'isolement et de transition“. Wenn man von „landschaftlicher Einbindung“ in diesem Bereich der Gemeinde Strassen spricht, muss aber natürlich auch die Deponie thematisiert werden, die nach der vollständigen Füllung begrünt werden soll und daher schon eine Pufferzone bildet.

Ferner ist darauf hinzu weisen, dass selbst bei fehlender Ausweisung von Landschaftsschutz-Servituden im PAG-Projekt durch die Maßnahmen in den verschiedenen schémas directeurs eine landschaftliche Einbindung künftiger Siedlungsbereiche gefordert wird. Die schémas directeurs sind im Rahmen der Erarbeitung der PAP NQ zu beachten.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Diesbezüglich soll keine Änderung des PAG-Projekts erfolgen.

Reiterhof Reckenthal (S.9)

- **Zone 19** : Le rapport environnemental ignore certaines remarques formulées dans l'avis du 12 novembre 2018, notamment que le classement a été vu d'un oeil critique et que la partie écrite spécifique à présenter devrait empêcher des constructions supplémentaires à cet endroit. Le cas échéant, une évaluation sommaire « Natura 2000 » a été demandée. Au vu de la partie écrite proposée celle-ci est requise. Faisant suite à une réunion avec le promoteur du projet, un classement pourra être accepté uniquement du bâtiment existant tout en définissant une zone REC_équitation spécifique (sans tourisme rural, vente à la ferme). Sur base d'un projet concret le classement des terrains vers l'Ouest/Est est à voir – en coordination avec la Ville de Luxembourg – pour le reste du site dans le cadre d'une modification ponctuelle.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Basierend auf der Stellungnahme wird vorgeschlagen, nur das Gebäude als Bauzone auszuweisen. Ferner könnte hierfür eine spezielle „REC centre équestre“ ausgewiesen werden, die keine Nutzung in Form von „tourisme rural“ und „vente à la ferme“ beinhaltet. Im PAP „Quartier existant“ muss eventuell ebenfalls eine Differenzierung der Quartiere erfolgen, um die Dimensionen der zulässigen Gebäude genauer zu limitieren, um keine erheblich negative Auswirkung auf das Landschaftsbild und die angrenzende Natura 2000-Zone zu erzeugen.

Wie seitens des MECDD vorgeschlagen, könnte später auf Basis eines konkreten Projekts eine punktuelle Änderung von PAG und PAP „Quartier existant“ erfolgen.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Es wird eine REC „centre équestre“ ausgewiesen, die nur das Gebäude betrifft, die restliche Fläche wird als AGR ausgewiesen

NQ Kiem (Zone 2) (S.9f.)

- Le projet comprend une servitude « trame verte » relativement grande, dont la forme « en croix » n'est pas convaincante, alors qu'elle ne permet pas de lier de manière efficace des espaces verts intéressants (e.a. entre le quartier et le milieu environnant). L'intégration et la qualité de l'aménagement des bordures Ouest et Est dans cette trame ne sont pas détaillées. Se pose la question s'il ne serait pas plus approprié de valoriser cette trame aux endroits accueillant les habitations et les services administratifs, tout en séparant ces fonctions de la zone d'activités au Sud, au lieu de connecter ces zones par la trame qui – dans sa partie Sud – risque d'aboutir dans un endroit peu intéressant. En effet, la reconfiguration du réseau routier à cet endroit aura comme conséquence une destruction supplémentaire de la zone de verdure désignée sur la partie graphique. La configuration de ce réseau semble avoir été développée avant tout dans une optique de mise en réseau de pistes cyclables/piétonniers et moins dans l'optique de créer des espaces verts de qualité.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Wie im schéma directeur näher ausgeführt sollen innerhalb der als „trame verte“ ausgewiesenen Flächen durchgehende Grünzüge in Nord-Süd- sowie in Ost-West-Richtung erstellt werden, die Rad- und Fußwegeverbindungen sowie technische Infrastrukturen wie Regenwasserleitungen und –retentionen beinhalten sollen. Daneben sind selbstverständlich auch Grünflächen zum Aufenthalt und für die Unterbringung von Spielplätzen vorzusehen (siehe SD „Kiem“ Kapitel 2.c).

Der Ost-West-Grünzug sowie die Nutzungszone für Büros (SPEC-ad) übernimmt des weiteren die Funktion der Abschirmung zu der nördlich liegenden, sensibleren Wohnnutzung. Würde der Grünzug südlich der SPEC-ad liegen, ist eine negative Beeinträchtigung der Funktionen des Grünzugs durch die Gewerbenutzung zu erwarten.

Eine mögliche Umsetzung der geplanten Grünzüge im Gebiet „Kiem“ zeigt die folgende Abbildung, die nicht veröffentlicht wurde:



Es ist ersichtlich, dass die Grünzüge das Potenzial haben, mit hoher Aufenthaltsqualität ausgeführt zu werden. Details können aber erst mit dem/den entsprechenden PAP-Projekte(n) festgelegt werden.

Zusammenfassend wird vorgeschlagen, aufgrund dieses Punktes der Stellungnahme keine Änderung des SD-Projektes vorzunehmen.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Aufgrund des avis CA wird die ZSU-TV entfernt und die Baustrukturplanung als Abbildung in das SD aufgenommen.

- Si à première vue la trame verte peut paraître intéressante, il ne faut pas perdre de vue qu'uniquement 20 % de la surface ainsi définie sont à laisser libre de constructions et qu'à l'intérieur de ces 20 % des constructions restent autorisables (dont également les réseaux routiers), ce qui ne contribue guère à la qualité de ces espaces verts. Le schéma directeur reste très vague en ce qui concerne l'aménagement de ces zones. Aucune estimation chiffrée sur l'envergure des surfaces à céder n'est présentée dans le SD, de manière à ce que l'envergure concrète de cette trame n'est pas palpable.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die Festlegung des Anteils von 20% wurde vorgenommen, um eine gewisse Flexibilität für die zukünftigen PAP zu ermöglichen. Dies vor dem Hintergrund, dass ein Großteil des Bereichs der von der Servitude betroffen ist, bereits bebaut ist.

Dass auf Basis der Ausweisung der Servitude Grünzüge mit Qualität erzeugt werden können, kann mit der oben dargestellten Abbildung nachgewiesen werden, die nicht im schéma directeur veröffentlicht wurde.

Zusammenfassend wird vorgeschlagen, aufgrund dieses Punktes der Stellungnahme keine Änderung des SD-Projektes vorzunehmen. Gegebenenfalls kann die gezeigte Abbildung als Beispiel in den schriftlichen Teil des schéma directeur aufgenommen werden.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Aufgrund des avis CA wird die ZSU-TV entfernt und die Baustrukturplanung als Abbildung in das SD aufgenommen.

- Même si les auteurs du schéma directeur proposent de maintenir dans la mesure du possible des biotopes protégés, l'intégration ultérieure en sera très difficile voire impossible au vu de la configuration de la zone. Considérant la détérioration/destruction prévisible de biotopes (SukL3, Gbm1 – voir cartographie des biotopes) au Sud-ouest et des haies etc à l'Est, il est nécessaire d'adapter la délimitation de la zone pour épargner du moins les biotopes au Sud-ouest et de les maintenir en zone verte (élément important du réseau existant et à renforcer).

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die Argumentation des MECDD ist nachvollziehbar. Die im südwestlichen Anteil des SD liegenden Flächenbiotope (SukL3, Gbm1) könnten ohne Auswirkungen auf die Realisierbarkeit des SD aus den Bauzonen herausgenommen werden. Auf diese Weise wären weniger geschützte Biotope von einer potenziellen Zerstörung betroffen. Ferner wäre auch der theoretische Flächenverbrauch geringer. Allerdings ist natürlich auch das Baupotenzial geringer.

Es wird vorgeschlagen, die beschriebenen Änderungen vorzunehmen und das PAG-Projekt sowie das schéma directeur dahingehend anzupassen.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Die Abgrenzung des NQ Kiem wird entsprechend angepasst.

- La limite Ouest du zonage est à vérifier, alors qu'il empiète sur le maillage écologique et qu'il n'est pas clair s'il respecte à tous les endroits (notamment au nord) la zone non aedificandi de 37 mètres le long de l'autoroute. En outre, la limite de la zone semble se rapprocher très étroitement de la crête entre le terrain plat et la pente arborée donnant sur l'autoroute, ce qui y limite la mise en place d'une zone tampon verte efficace. Il serait plus approprié de maintenir en zone verte une partie des biotopes le long de l'autoroute au lieu de les intégrer dans la servitude « trame verte » qui n'en garantit pas la fonction d'écran/couloir vert.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Laut „Loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes » beträgt die Tiefe der nicht bebaubaren Zone im Fall der Autobahn 25m und nicht 37m, selbstverständlich ist dies im Rahmen der Bebauung des Gebiets zu beachten. Innerhalb dieser 25m kann sich aber durchaus auch ein Grünzug befinden.

Ziel der Integration der privaten Parzellen entlang der Autobahn war das Prinzip, alle im Bereich betroffenen Eigentümer an der Planung und an der damit verbundenen städtebaulichen Inwertsetzung der Grundstücke zu beteiligen, selbst wenn die Grundstücke entlang der Autobahn später gar nicht bebaut werden, sondern als Grünzug fungieren und im Rahmen des PAP an die Gemeinde abgetreten werden.

Abgesehen von den oben erwähnten Anpassungen des Bauperimeters im Südwesten des Gebiets und unter Vorbehalt der Stellungnahme der „Commission d'aménagement“ wird vorgeschlagen, die weiter nördlich an der Autobahn liegenden Parzellen innerhalb der Bauzonen zu belassen.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Die Abgrenzung des NQ Kiem wird angepasst, indem ein größerer Abstand der Bauzonen zur Autobahn ausgewiesen wird (siehe PAG en vigueur).

- En outre, d'après les informations disponibles dans le rapport environnemental, des études de terrain sont encore requises en ce qui concerne les espèces protégées, alors que les données disponibles mettent en évidence l'utilisation potentielle de parties de la zone (p.ex. Milan royal, Pic vert, Rougequeue à front blanc,...).

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die entsprechenden Studien sind im Zusammenhang mit den nachfolgenden PAP-Planungen zu erstellen.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Keine Anpassung des PAG-Projekts erforderlich.

NQ „Rue des Carrières“ (S. 10)

- **Zone 10 :** Le rapport environnemental met en évidence un certain nombre d'incertitudes concernant les incidences environnementales de cette zone qui constitue majoritairement une extension, superposée par une ZAD, rapprochant la localité directement à la voie de délestage projetée. Au vu des informations présentées et l'absence de données plus concrètes, le Ministère de l'Environnement ne peut, à ce stade, soutenir la conclusion présentée dans le rapport environnemental. Ainsi, la zone est à maintenir en zone verte.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Sofern die Zeit innerhalb der Genehmigungsprozedur und die Verfügbarkeit entsprechender Studienbüros es erlaubt, könnten Geländestudien angefertigt werden, um nachzuweisen, dass die dort potenziell vorkommenden, geschützten Arten und essenziellen Habitate von geringerer Bedeutung sind oder gar nicht vorkommen und damit der vorgesehene städtebauliche Eingriff nicht erheblich ist.

Ansonsten wird vorgeschlagen, die Fläche im PAG-Projekt zunächst nicht auszuweisen, sondern nur denjenigen Anteil, der bereits im Bauperimeter liegt. Das SD wäre dementsprechend anzupassen.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Das NQ „Carrières – partie 2“ wird nicht als Bauzone, sondern als AGR ausgewiesen

NQ „Pottemt/Bolleschmuer“ (S. 10f.)

- Même si l'extension de la zone Hab-1 (Bolleschmuer – partie 4) vers le rond-point Nord n'est pas catastrophique pour la protection de la nature et le paysage, il faut questionner le bien-fondé de ce scénario qui rapprochera la zone Hab-1 à un rond-point très fréquenté, la nouvelle voie de délestage, etc, ceci en l'absence de toute mesure d'intégration. Au vu des nuisances y existantes ne serait-il pas plus opportun d'y envisager une autre affectation (p.ex BEP,...) ? A cela s'ajoute que la commune procède de l'autre côté de la voie de délestage à un reclassement d'une zone Hab-1 en zone verte, de manière à ce que l'approche adoptée n'est pas toute à fait cohérente.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die Verlegung der Chaussée Blanche hängt mit der Planung des „Contournement-Nord“ zusammen. Im Rahmen des schéma directeur wird die bestehende Straße bezüglich ihrer Funktion in eine Erschließungs- und Sammelstraße umgewandelt. Die heutige Verbindungsfunktion wird größtenteils von der von der zukünftigen Umgehungsstraße übernommen. Die Zufahrt der Chaussée Blanche auf den bereits bestehenden Kreisverkehr wird dann nicht mehr von Süden erfolgen (hier bindet dann die neue Umgehungsstraße an), sondern von Osten, wo sich bisher die Zufahrt der Deponie befand.

Die Erweiterung der Bauzonen in diesem Bereich ermöglicht nun die Schaffung eines baulich geprägten Ortseingangs, der bisher so nicht bestanden hat. Im PAG-Projekt wurde hierzu eine Wohnzone ausgewiesen.

Daneben wurde im Rahmen des städtebaulichen Konzepts die maximale Grenze für Ortserweiterungen unter Berücksichtigung der staatlichen Straßenplanungen festgelegt und orientiert sich so an diesen „technischen“ Grenzen. Daher wurde auf der gegenüber liegenden Seite der Umgehungsstraße die bisher bestehende Bauzone (Nouveau quartier) in eine Grünzone umgewandelt.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Der Bereich „Pottemt-Bolleschmuer – partie 4“ wird bezüglich der Bauzonierung anders organisiert. Mittig wird ein Grünzug ausgewiesen, um die ökologische Vernetzung weiterhin zu gewährleisten. Im Bereich südlich des Kreisverkehrs wird aufgrund der Reklamation « Kandel » eine NQ / SPEC Hôtel ausgewiesen.

- La zone comprend certains biotopes importants formant un couloir écologique en direction Sud-Nord. Son intégration dans une coulée verte est indispensable et à privilégier par rapport à une compensation. Or, la trame verte prévue dans le projet de PAG ne semble que partiellement intégrer la structure écologique existante. Il est indéniable qu'une telle trame verte constitue une nécessité absolue (non seulement pour cette zone, mais également d'autres zones à urbaniser, p.ex. 2,6...) et il est conseillé de réévaluer la faisabilité concrète de la mise en oeuvre de celle-ci par rapport à la propriété des terrains, alors que la servitude ne frappe qu'une partie des terrains à

Stellungnahme der PAG-Büros:

Aufgrund der flexiblen Bestimmung der Servitude „Trame verte“ sollte tatsächlich den Großteil der bestehenden geschützten Biotopie beinhalten. Diesbezüglich sollte die Abgrenzung der derzeit ausgewiesenen „Trame verte“ noch einmal überarbeitet werden.

Eine Zerstörung der Biotopie ist aufgrund der Bestimmungen des Naturschutzgesetzes durch die Umweltministerin zunächst zu genehmigen. Um die Erschließung des Gebiets sicher zu stellen, kann ein integraler Schutz aller Biotopie aber nicht gewährleistet werden, gerade weil es sich zum größten Teil um linienartige Biotopstrukturen handelt, die teilweise von Straßen, Fußwegen und/oder Regenwasserachsen gequert werden müssen.

Dass ein solcher Grünzug unverzichtbar für die Entwicklung des Gebiets ist, wird durch entsprechende Vorgaben im schéma directeur unterstrichen.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

- Die ZSU-TV wird aufgrund des avis CA nicht im PAG-Projekt ausgewiesen.
- Es verbleiben die Aussagen des schéma directeur

- Le terrain a une valeur écologique pour certaines espèces protégées de manière à ce qu'une étude de terrain s'impose au plus tard au niveau de la concrétisation des PAP.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die entsprechenden Studien sind im Zusammenhang mit den nachfolgenden PAP-Planungen zu erstellen.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Keine Änderung des PAG-Projekts erforderlich.

NQ „Pescher 5 + 6b“ (S.11)

- **Zone 12 :** Dans la logique de ce qui précède, le projet de PAG prévoit de superposer la partie Ouest du projet Pescher par une servitude « espace vert », actuellement classée en zone parc (donc zone verte), au lieu d'y prolonger la zone BEP_ep désignée au Sud (partie déjà réalisée du projet). Si cette approche est compréhensible dans l'optique de l'intégration de la zone dans le PAP NQ, elle ne pourra cependant uniquement être approuvée si les conditions suivantes sont intégrées dans la partie écrite y relative : a) interdiction de la mise en place du réseau routier dans la zone couverte par la servitude, b) précision que l'éclairage y est à réaliser de manière non nocive pour les insectes/chiroptères, c) l'aménagement des espaces verts est à réaliser selon les principes d'un aménagement écologique (extensifs, matériaux naturels, espèces indigènes adaptées à la station...).

Stellungnahme der PAG-Büros:

Im Allgemeinen sollte der Anmerkung des MECDD Folge geleistet werden. Einschränkend ist zu bemerken, dass die SU-EV im Bereich mehrerer „Nouveaux quartiers“ in Strassen ausgewiesen wurde (nicht nur im NQ Pescher 5+6b), weshalb die Auflage des MECDD bezüglich des Verbots der Realisierung von Straßenverbindungen innerhalb der SU-EV differenziert betrachtet werden muss.

Für das NQ „Pescher 5+6b“ hätte ein Verbot der Realisierung von Straßenverbindungen innerhalb der SU-EV keine Auswirkungen, da laut Plan directeur innerhalb dieser Fläche keine Straßen vorgesehen sind.

Bezüglich der anderen Standorte, an denen die SU-EV ausgewiesen wurde, werden folgende Anmerkungen gemacht:

- NQ Zone administratif: Da innerhalb der SU-EV, die in diesem Gebiet ausgewiesen wurde auch Straßenverbindungen vorgesehen sind (siehe auch PAP 18285 „TRACOL“), hätte ein Verbot hier Folgen für die Realisierbarkeit. Es wird daher an dieser Stelle vorgeschlagen, die SU-EV im Westen bezüglich der Abgrenzung so zu verkleinern, dass diese nur auf Flächen ausgewiesen ist, auf denen sicher keine Straßenverbindung erstellt werden muss. Auf die SU-EV im zentralen Bereich des Gebiets (an der Rue Thomas Edison) sollte ganz verzichtet werden. Die geplanten Grünzüge sind im Übrigen ja auch im Rahmen des schéma directeur festgelegt (wenn auch nicht rechtlich bindend, wie Fall des PAG).
- NQ Bâtiself: Da innerhalb der SU-EV, die in diesem Gebiet ausgewiesen wurde auch Straßenverbindungen vorgesehen sind, hätte ein Verbot hier Folgen für die Realisierbarkeit. Es wird daher an dieser Stelle vorgeschlagen, entweder die SU-EV bezüglich der Abgrenzung so zu verkleinern, dass diese nur auf Flächen ausgewiesen ist, auf denen sicher keine Straßenverbindung erstellt werden muss oder sogar auf die Ausweisung der SU-EV in diesem Bereich ganz zu verzichten. Die geplanten Grünzüge sind ja auch im Rahmen des schéma directeur festgelegt (wenn auch nicht rechtlich bindend, wie Fall des PAG).
- NQ Suebelfeld: Innerhalb der SU-EV, die in diesem Gebiet ausgewiesen wurde, sind keine Straßenverbindungen vorgesehen (siehe auch PAP 18260 „Suebelfeld“). Daher hätte ein Verbot hier keine Auswirkungen.
- NQ Arlon-Schafsstrachen: Innerhalb der SU-EV, die in diesem Gebiet ausgewiesen wurde, sind keine Straßenverbindungen vorgesehen. Daher hätte ein Verbot hier keine Auswirkungen.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

- Der schriftliche Teil des PAG wird wie gewünscht angepasst.
- Im grafischen Teil werden Anpassungen vorgenommen, um keine Probleme mit der Realisierung von Straßenverbindungen zu erhalten.

Deux espaces publics déjà réalisés dans la partie Sud font partie du réseau routier (zone blanche), alors que leur qualité diffère largement. Celle au Sud semble constituer un parking ouvert (sans qualité urbaine/paysagère – est-ce la destination finale ?) et l'autre plus au Nord est aménagée comme espace vert public et devrait donc plutôt figurer dans zone BEP_ep (ou similaire).

Stellungnahme der PAG-Büros:

Beide Plätze wurden im PAP „Pescher IV“ (Réf. 16262) als „zone de place“ definiert, um multifunktionelle, öffentliche Flächen zu schaffen. Unterirdisch sind in Teilbereichen Retentionsbecken zulässig.

Da die genannten Retentionsbecken nicht konform zur BEP-ep sind, wird hiermit vorgeschlagen, beide Plätze als BEP zu zonieren oder die weiße Fläche beizubehalten.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

- Der nördliche Platz soll auf der tatsächlichen Platzfläche als BEP ep klassiert werden, die umlaufenden Straßen sollen weiß bleiben.
- Der südliche Platz wird weiterhin als weiße Fläche ausgewiesen.

NQ „Schleidberg“ (S.11)

- **Zone 15 :** D'après les informations présentées dans le rapport environnemental cette extension de ca 1,2 hectares serait dédiée à l'extension du centre de scout ainsi qu'au logement locatif social. L'utilisation de la zone BEP n'est pas spécifiée. Afin de maintenir une zone de transition cohérente vers le paysage ouvert (projet d'aménagement de l'ancienne décharge autorisée en zone verte²) et d'éviter une excroissance importante par rapport à une limite cohérente des zones destinées à être urbanisées, le ministère plaide pour un maintien de la délimitation du PAG en vigueur. A noter la réserve foncière encore disponible dans la zone BEP désignée dans le PAG en vigueur pour les besoins des scouts et l'absence de solutions de substitution analysées pour l'emplacement du logement locatif social.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Dass es sich bei der vorgesehenen Bauzonenerweiterung im Bereich Schleidberg um eine städtebaulich wenig kohärente Ausweitung des Bauperimeters handelt ist unbestritten.

Allerdings bietet sich diese Fläche für sozialen Mietwohnungsbau an, da die Fläche im Besitz der Gemeinde ist.

Da aufgrund der Bestimmungen des Naturschutzgesetzes Gebäude für Gemeinbedarf unter Umständen in der „zone verte“ genehmigt werden können, könnte das zu verlegende Gebäude der Scouts eventuell in der „Zone de verdure“ untergebracht werden. Die heute bereits innerhalb des Bauperimeters liegende Fläche könnte dann als Standort für die sozialen Mietwohnungen fungieren – mit kleinerer Fläche, dafür ggf. mit höherer Baudichte. Diese Vorgehensweise sollte mit dem Umweltministerium vorher abgestimmt werden.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Die Abgrenzung des NQ wird wie gewünscht zurückgeschnitten.

Couloir pour projets routiers (S.11)

- **Couloirs pour projets routiers :** Le projet de PAG comprend deux couloirs de projets au Nord de Strassen. L'un, à l'Ouest, fait partie des corridors de délestage inclus dans le PST, l'autre, au Nord-Est, traverse la zone de verdure et semble être lié au développement de certains PAP (e.a. Pescher Nord) pour en assurer un deuxième accès. Aucun des couloirs n'a été directement thématiqué dans le rapport environnemental. La voie de délestage liant le PAP Pescher au rond-point existant passe par une zone de verdure couvrant la décharge pour déchets inertes. Il est à noter que l'autorisation initiale relative à la décharge (loi protection de la nature / 2014) comprenait un plan de recultivation et que la prédite route n'est pas compatible avec celui. A ce stade, le Ministère de l'Environnement est toujours en attente (autorisation modifiée du 26.7.2016 / 79739_M) d'un plan définitif reprenant les mesures compensatoires ainsi que l'aménagement final de la décharge. En l'absence d'une clarification, ledit couloir ne pourra trouver l'accord du Ministère de l'Environnement. Les conflits potentiels à cet endroit ne sont donc qu'insuffisamment traités dans le rapport environnemental.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Vor dem Hintergrund der Stellungnahme wird vorgeschlagen, diese Thematik direkt mit dem Umweltministerium zu erörtern, da der Rekultivierungsplan der Deponie zur Erstellung der Straße abgeändert und vom Umweltministerium genehmigt werden müsste.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Der zugunsten einer „Nordausfahrt“ ausgewiesene „Couloir pour projets routiers“ im Bereich der aufgefüllten Deponie soll im PAG-Projekt beibehalten werden.

Bauernhof „Kandel“ (S.12)

- **Zone 16 :** La régularisation du site Kandel (près du rond-point CR181 vers Bridel, échangeur autoroute » peut être approuvée à condition que la partie écrite soit précisée par les constructions y autorisables (respectivement interdites) et une définition du terme « tourisme rural » qui n'est pas suffisamment précis (p.ex. est-ce qu'un hôtel pourrait y être autorisé ?).

Stellungnahme der PAG-Büros:

Es wird vorgeschlagen, eine Definition für „tourisme rural“ und die damit in Zusammenhang stehenden, möglichen konkreten Nutzungsformen in art. 9 des schriftlichen Teils des PAG-Projekts zu benennen. Sofern es dem MECDD darum geht, dimensionelle Auflagen für zukünftige Gebäude zu formulieren, um deren Auswirkung auf das Landschaftsbild zu beschränken, wären diese im PAP „Quartier existant“ vorzunehmen (QE5 des sports et de loisirs).

Vorschlag zur Ergänzung der Bestimmungen der REC-tr (Änderungen in kursiver Schrift):

„Art. 9 Zones de sports et de loisirs – tourisme rural [REC-tr]“

La « zone de sports et de loisirs – tourisme rural » est destinée aux activités du tourisme rural et à la vente directe à la ferme ainsi qu'à l'exploitation d'un centre équestre incluant une école d'équitation.

On entend par „tourisme rural“ toutes les activités touristiques ayant lieu en milieu rural, favorisant la qualité de la vie à la campagne et les bienfaits des produits locaux.

Les formes d'hébergement sont limités à des gîtes ruraux, des chambres d'hôtes, des gîtes à la ferme et du camping à la ferme.

Toute autre forme de logement est interdite à l'exception ~~Y sont admis~~ des logements de service directement liés aux activités y autorisées.“

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Der neue Textvorschlag wird gutgeheißen.

BEP-ep im Bereich Pescher 3 (S. 12)

- **Zones BEP_ep** : Si d'une manière générale l'approche choisie pour la désignation de zones BEP_ep est partagée, certaines zones méritent une attention particulière alors qu'elles font partie de la zone verte dans le PAG en vigueur et ce au vu de la présence de biotopes protégés, de leur fonction dans le maillage écologique existant et l'axe verte à créer entre les parties Nord et Sud de Strassen.

Les zones suivantes ne peuvent pas être approuvées et doivent être classées en zone de verdure :

- a) la zone BEP-ep envahie de biotopes protégés allant du croisement rue des carrefours/rue des mugnets vers l'autoroute pour longer celle-ci et former une lisière au Nord des zones destinées à être urbanisées,

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die Anmerkung des MECDD ist nachvollziehbar. Die Fläche könnte auch als VERD ausgewiesen werden, ohne dass sich planungsrechtliche Probleme mit den bestehenden Nutzungen (Lärmschutzwand, Fußweg) ergeben.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Die genannte Fläche wird als VERD ausgewiesen, der Bereich der Straßenverbindung mit der Rue de Reckenthal wird als weiße Fläche dargestellt.

BEP-ep im Bereich Val des Roses (S. 12)

- **Zones BEP_ep** : Si d'une manière générale l'approche choisie pour la désignation de zones BEP_ep est partagée, certaines zones méritent une attention particulière alors qu'elles font partie de la zone verte dans le PAG en vigueur et ce au vu de la présence de biotopes protégés, de leur fonction dans le maillage écologique existant et l'axe verte à créer entre les parties Nord et Sud de Strassen.

Les zones suivantes ne peuvent pas être approuvées et doivent être classées en zone de verdure :

(...)

- b) la zone BEP-ep à l'Est du Val des Roses (tampon avec l'autoroute) dans la ligne de la zone de verdure désignée au Nord,

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die Anmerkung des MECDD ist nachvollziehbar. Die Fläche könnte auch als VERD ausgewiesen werden, ohne dass sich planungsrechtliche Probleme mit den bestehenden Nutzungen (Grünfläche) ergeben.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Die genannte Fläche wird als VERD ausgewiesen, der Bereich der Straßenverbindung mit der Rue de Reckenthal wird als weiße Fläche dargestellt.

BEP-ep im Ortskern (S.12)

- **Zones BEP_ep** : Si d'une manière générale l'approche choisie pour la désignation de zones BEP_ep est partagée, certaines zones méritent une attention particulière alors qu'elles font partie de la zone verte dans le PAG en vigueur et ce au vu de la présence de biotopes protégés, de leur fonction dans le maillage écologique existant et l'axe verte à créer entre les parties Nord et Sud de Strassen.

Les zones suivantes ne peuvent pas être approuvées et doivent être classées en zone de verdure :

(...)

- c) les extensions de la zone BEP à l'Est entre la Mairie et la rue Feyder ainsi que la partie à l'Est de la rue Feyder devraient préférentiellement être classées en zone BEP-ep (non pas BEP),
- d) il en est de même de la zone BEP à l'ouest du Centre culturel et ceci dans l'optique de maintenir (dans la mesure du possible) un corridor d'espaces verts publics aussi cohérent que possible.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Falls die finale Nutzung der einzelnen Flächen im Zuge der Neugestaltung des Ortszentrums Strassen noch nicht feststeht, wird empfohlen, die Fläche weiterhin als BEP zu zonieren und nicht als BEP-ep. Trotzdem sollte selbstverständlich im Sinne eines angenehmen Wohnklimas weiterhin ein erheblicher Anteil der Flächen im Ortszentrum als Grünflächen gestaltet werden.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Die in Rede stehende Fläche wird zur Beibehaltung einer erhöhten Flexibilität weiterhin als BEP ausgewiesen.

BEP-ep im PAP Rackebierg (S.12)

- **Zones BEP_ep :** Si d'une manière générale l'approche choisie pour la désignation de zones BEP_ep est partagée, certaines zones méritent une attention particulière alors qu'elles font partie de la zone verte dans le PAG en vigueur et ce au vu de la présence de biotopes protégés, de leur fonction dans le maillage écologique existant et l'axe verte à créer entre les parties Nord et Sud de Strassen.

Les zones suivantes ne peuvent pas être approuvées et doivent être classées en zone de verdure :

(...)

Pour ce qui en est de la zone BEP-ep située en pente entre la Cité Rackenberg et rue de Reckenthal, il est vivement recommandé de la classer en zone de verdure au vu des structures écologiques existantes faisant partie du maillage entre l'espace intra- et extra-urbain, tout en étant conscient qu'elle fait aujourd'hui partie des surfaces urbanisables.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Diese Fläche ist Gegenstand des genehmigten PAP „Rackebierg, phase 1“ (Réf. 15804). In diesem PAP sind die betreffenden Flächen als „espace vert public“ und als „espace vert privé“ festgesetzt. Innerhalb des „espace vert public“ besteht zudem ein Retentionsbecken.

Aufgrund art. 6(3) des Naturschutzgesetzes sind Konstruktionen für den Gemeinbedarf in einer „Zone verte“ zulässig, sofern sich der Standort aufgrund der Zweckbestimmung der Konstruktion aufdrängt. Dieser Tatbestand ist hier gegeben, da es sich um den niedrigsten Punkt des Gebiets handelt. Insofern wäre das Retentionsbecken konform zur „Zone verte“.

Der PAP müsste allerdings in dem betreffenden Bereich aufgehoben werden, da ein PAP per definition nicht innerhalb einer „Zone verte“ liegt/liegen darf.

Vor diesem Hintergrund kann der Empfehlung des MECDD gefolgt werden. Es besteht allerdings theoretisch die Gefahr einer Klage des Eigentümers der im PAP als „espace vert privé“ ausgewiesenen Fläche, allerdings dürfte eine mögliche Entschädigung gering ausfallen, da diesem Los im PAP 15804 keine Baumöglichkeiten eingeräumt wurden.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Die in Rede stehende Fläche wird weiterhin als BEP-ep ausgewiesen.

Vorschlag einer Servitude zur Eingrünung (Nordgrenze der SDs „Pottent/Bolleschmuer“, „Pull“, „Pescher 5+6b“ und „Reckenthal“ (S.13))

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

- transposer par une servitude dans la partie réglementaire des mesures d'intégration paysagère et de renforcement du maillage écologique le long des zones à urbaniser au nord (zones 11, 12, 13),

Stellungnahme der PAG-Büros:

Zur Sicherstellung einer besseren landschaftlichen Integration könnte eine „zone de servitude ‚urbanisation‘“ im PAG-Projekt ausgewiesen werden. Dies sollte für die seitens des MECDD angesprochenen Flächen (Fläche 11: NQ/SD „Pottent/Bolleschmuer“ und NQ/SD „Pull“; Fläche 12: NQ/SD „Pescher 5+6b“; Fläche 13: NQ/SD „Reckenthal“ und westlich angrenzende BEP-Fläche) allerdings differenziert bewertet und durchgeführt werden:

- Fläche 11 – NQ/SD „Pottent/Bolleschmuer“ und „Pull“: Die nördliche und nordwestliche Abgrenzung der genannten Flächen wird in Zukunft durch die Lage der geplanten Umgehungsstraße „Contournement Nord“ geprägt werden. Daher ist der faktische Nutzen der Ausweisung einer servitude in diesem Fall in Frage zu stellen.
- Fläche 12 – NQ/SD „Pescher 5+6b“: Im PAG-Projekt ist bereits eine „Zones de servitudes ‚urbanisation – espace vert‘“ an der Nordgrenze ausgewiesen, die zum Ziel haben, eine landschaftliche Einbindung sicherzustellen. Die Tiefe dieser Servitude ist allerdings nicht sehr groß – diese orientierte sich an der im PAG en vigueur bestehenden „Zone d'isolement et de transition“. Wenn man von „landschaftlicher Einbindung“ in diesem Bereich der Gemeinde Strassen spricht, muss aber natürlich auch die Deponie thematisiert werden, die nach der vollständigen Füllung begrünt werden soll und daher schon eine Pufferzone bilden würde. Eine zusätzliche Servitude innerhalb des NQ/SD ist daher kritisch zu sehen.
- Fläche 13 – NQ/SD „Reckenthal“ und westlich angrenzende BEP-Fläche: Eine landschaftliche Einbindung dieses Gebietes ist in jedem Fall sinnvoll. Für das NQ wurde diese Thematik im Rahmen des schéma directeur behandelt. Um die landschaftliche Einbindung schon auf PAG-Ebene rechtlich festzulegen wird empfohlen, der Stellungnahme dahingehend zu folgen, dass eine 10 m tiefe „Zone de servitude ‚urbanisation – front d'agglomération‘“ ausgewiesen wird. Deren Bestimmungen könnten folgendermaßen lauten: „La servitude « front d'agglomération

» vise à préserver et améliorer les transitions entre zones urbanisées ou destinées à être urbanisées et zone verte, en augmentant leur valeur biologique et paysagère. Toute construction y est interdite, à l'exception des infrastructures pour mobilité douce et des aménagements d'agrément respectant les principes écologiques, des infrastructures techniques telles que celles nécessaires à la viabilisation ou la collecte, la rétention ou l'évacuation des eaux de surface, et des infrastructures de circulation nécessaires aux accès des parcelles, en limitant la surface scellée au strict nécessaire.“

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

- Mit Hilfe der Darstellung der Strukturpläne in den schémas directeurs soll der Wunsch der Eingrünung der Ortsränder unterstrichen werden.
- Eine ZSU zu diesem Zweck wird nicht ausgewiesen.

Bestimmungen der BEP-ep im schriftlichen Teil des PAG-Projekts (S.13)

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

(...)

- étant donné que la grande majorité des zones classées en zone BEP_ep figurent dans le PAG en vigueur parmi la zone verte, la description de la zone est à préciser de la manière suivante : « Art 5.2 Zones d'espaces verts publics : La zone d'espaces verts publics est réservées »,

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die Anmerkung des MECDD ist nachvollziehbar. Der schriftliche Teil des PAG sollte dahingehend angepasst werden.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Aufgrund der Verwendung der BEP-ep-Zone für den nördlichen Platz im Gebiet „Pescher 4“ würde eine Umbenennung der BEP-ep einem Etikettenschwindel gleich kommen. Daher sollte keine Umbenennung erfolgen.

Bestimmungen der REC-tr im schriftlichen Teil des PAG-Projekts (S.13)

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

(...)

- préciser à l'article 9 la notion de « tourisme rural » de manière à ce qu'il soit clair quels types de bâtiments y peuvent être érigés et quels types de bâtiments y sont interdits. La définition est à différencier pour les zones 16 et 19 compte tenu de leur sensibilité écologique différente,

Stellungnahme der PAG-Büros:

Zur Festlegung einer bestimmten Typologie von Gebäuden ist der PAG das falsche Instrument, da hier die Nutzung der Flächen festgelegt wird. Hiermit wird analog zur Anmerkung des MECDD zunächst vorgeschlagen, die zulässigen Nutzungen an den beiden genannten Standorten zu differenzieren:

- Hof Kandel: REC-tr wird um eine Definition von „tourisme rural“ und die zulässigen Formen der Beherbergung ergänzt, um eine Hotelnutzung auszuschließen (Textvorschlag siehe oben unter der Anmerkung zum „Bauernhof Kandel“)
- Reiterhof Reckenthal: Ausweisung einer REC „centre d'équestre“, in der nur diese Nutzung zulässig ist.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Es wird eine Differenzierung der geplanten Nutzung der beiden Standorte in REC-tr und REC-eq vorgeschlagen.

Beseitigung eines „erreur matérielle“ in art. 17 PAG PE (S.13)

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

(...)

- redresser une erreur matérielle dans l'article 17 au niveau de l'énumération des servitudes (deuxième point) : - la servitude « urbanisation – HABITAT » (H) au lieu de «espace vert »),

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die vorgeschlagene Änderung sollte durchgeführt werden.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Die Änderung sollte durchgeführt werden.

Präzisierung in art. 12 PAG PE (S.13)

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

(...)

- préciser à l'art 12, pour éviter toute confusion, que « ...les bâtiments nécessaires à la première transformation du bois et à la surveillance du bois » doivent d'après l'article 6 de la loi du 18 juillet 2018 (protection de la nature) être en « rapport direct avec la forêt exploitée » et que les « activités de transformation du bois en tant que matière première énergétique ou de construction » ne tombent pas sous les activités autorisables en zone verte,

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die vorgeschlagene Änderung sollte durchgeführt werden.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Die Änderung sollte durchgeführt werden.

Anpassung der Bestimmungen der Servitude „Espace vert“ in art. 17.1 PAG PE

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

(...)

- adapter la servitude arrêtée à l'article 17.1 par les points suivants: a) interdiction de la mise en place du réseau routier dans la zone couverte par la servitude, b) précision que l'éclairage y est à réaliser de manière non nocive pour les insectes/chiroptères, c) l'aménagement des espaces verts est à réaliser selon les principes d'un aménagement écologique (extensifs, matériaux naturels, espèces indigènes adaptées à la station...),

Stellungnahme der PAG-Büros:

Während die Punkte b) und c) so übernommen werden können, ist Punkt a) für die verschiedenen Standorte, an denen eine SU-EV ausgewiesen wurde differenziert zu betrachten:

- NQ Pescher 5+6b: Innerhalb der SU-EV, die in diesem Gebiet ausgewiesen wurde, sind keine Straßenverbindungen vorgesehen (siehe PD „Pescher“). Daher hätte ein Verbot hier keine Auswirkungen.
- NQ Zone administratif: Da innerhalb der SU-EV, die in diesem Gebiet ausgewiesen wurde auch Straßenverbindungen vorgesehen sind (siehe auch PAP 18285 „TRACOL“), hätte ein Verbot hier Folgen für die Realisierbarkeit. Es wird daher an dieser Stelle vorgeschlagen, die SU-EV im Westen bezüglich der Abgrenzung so zu verkleinern, dass diese nur auf Flächen ausgewiesen ist, auf denen sicher keine Straßenverbindung erstellt werden muss. Auf die SU-EV im zentralen Bereich des Gebiets (an der Rue Thomas Edison) sollte ganz verzichtet werden. Die geplanten Grünzüge sind im Übrigen ja auch im Rahmen des schéma directeur festgelegt (wenn auch nicht rechtlich bindend, wie Fall des PAG).
- NQ Bâtiself: Da innerhalb der SU-EV, die in diesem Gebiet ausgewiesen wurde auch Straßenverbindungen vorgesehen sind, hätte ein Verbot hier Folgen für die Realisierbarkeit. Es wird daher an dieser Stelle vorgeschlagen, entweder die SU-EV bezüglich der Abgrenzung so zu verkleinern, dass diese nur auf Flächen ausgewiesen ist, auf denen sicher keine Straßenverbindung erstellt werden muss oder sogar auf die Ausweisung der SU-EV in diesem Bereich ganz zu verzichten. Die geplanten Grünzüge sind ja auch im Rahmen des schéma directeur festgelegt (wenn auch nicht rechtlich bindend, wie Fall des PAG).
- NQ Suebelfeld: Innerhalb der SU-EV, die in diesem Gebiet ausgewiesen wurde, sind keine Straßenverbindungen vorgesehen (siehe auch PAP 18260 „Suebelfeld“). Daher hätte ein Verbot hier keine Auswirkungen.
- NQ Arlon-Schafsstrachen: Innerhalb der SU-EV, die in diesem Gebiet ausgewiesen wurde, sind keine Straßenverbindungen vorgesehen. Daher hätte ein Verbot hier keine Auswirkungen.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

- Der schriftliche Teil des PAG wird wie gewünscht angepasst.
- Im grafischen Teil werden Anpassungen vorgenommen, um keine Probleme mit der Realisierung von Straßenverbindungen zu erhalten.

Anpassung der Bestimmungen der Servitude „Habitat“ in art. 17.2 PAG PE

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

(...)

- préciser la servitude définie à l'article 17.2 qui n'apparaît qu'une seule fois dans le projet de PAG de la manière suivante : « La servitude « urbanisation – habitat » a comme objectif de protéger un corridor de déplacement et des terrains de chasse d'espèces protégées (avifaune, chiroptère). Les mesures suivantes sont à respecter à l'intérieur des surfaces couvertes par cette servitude : ». Les mesures indiquées dans la partie écrite sont à reprendre tel quel. Toute formulation « Il s'agit notamment » est à éviter,

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die vorgeschlagene Änderung sollte durchgeführt werden. Der geänderte Text der Servitude würde folgendermaßen lauten:

„Art. 17.2 Servitude « urbanisation – habitat » (H)

La servitude « urbanisation – habitat » a comme objectif de protéger un corridor de déplacement et des terrains de chasse d'espèces protégées (avifaune, chiroptère).

A l'intérieur des surfaces couvertes par cette servitude les mesures appropriées suivantes sont à adopter pour réduire l'impact sur les espèces protégées et/ou pour compenser les habitats essentiels à leur survie:

- *du maintien d'un recul non aedificandi d'au moins 15 m de large depuis la lisière de la forêt. Dans ce recul toute construction et aménagement sont interdits, à l'exception de constructions légères, tels qu'abris de jardin, chemins piétons, pistes cyclables, aires de jeux, réseaux pour eaux usées et eaux pluviales ainsi que bassin de rétention à ciel ouvert ;*
- *de l'interdiction à tout remblai ou déblai susceptible de porter préjudice à la forêt avoisinante*
- *du maintien de structures d'orientation pour les chiroptères ;*
- *du renoncement à l'éclairage des espaces extérieurs entre les bâtiments et les habitats nécessaires aux chiroptères.“*

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Der schriftliche Teil des PAG wird wie gewünscht angepasst.

Anpassung der Bestimmungen der Servitude „Trame verte“ in art. 17.5 PAG PE

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

(...)

- préciser la servitude définie à l'article 17.5 en enlevant le réseau routier et en précisant que les plantations doivent également être adaptées à la station. Le concept d'ensemble est à établir selon les principes d'un aménagement écologique,

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die SU-TV wurde in den „Nouveaux quartiers“ „Kiem“ und „Pottent/Bolleschmuer“ ausgewiesen.

Der Ausschluss von neuen Straßenverbindungen innerhalb der „SU Trame verte“ ist kritisch zu sehen. Die „servitude“ wurde absichtlich grob ausgewiesen, um eine ausreichende Flexibilität für die folgenden PAP zu erhalten. Zum jetzigen Zeitpunkt ist nicht exakt zu sagen, wo genau die späteren Straßen im Gebiet erstellt werden. Im art. 17.5 des PAG-Projekts ist aber klar erwähnt, dass die im PAP zu planenden Grünzüge durchgängig sein sollen. Dies wird auch durch die den beiden SD „Kiem“ und „Pottent/Bolleschmuer“ zugrunde liegenden Baustrukturentwürfen (nicht veröffentlicht) deutlich.



Baustrukturentwurf „Kiem“



Baustrukturentwurf „Pottent/Bolleschmuer“

Die Planungsintention sieht jeweils durchgehende, öffentliche Grünzüge vor, die insbesondere auch attraktive Fuß- und Radwegeverbindungen zwischen den Baugebieten und der gut mit öffentlichen Transportmitteln erschlossenen Route d'Arlon darstellen sollen.

Eine Bestimmung dazu, dass ausschließlich standortgerechte Pflanzen verwendet werden sollen, sollte in den Text der SU-TV aufgenommen werden.

Dass sich das Gesamtkonzept zur Anlage der Grünzüge nach ökologischen Prinzipien richten soll könnte in den Text der SU-TV aufgenommen werden, ohne konkrete Vorgaben bleibt dies aber vage. Es wird daher empfohlen, dieses eher im Text des schéma directeur zu fordern.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Aufgrund der Aussagen im avis CA wird die ZSU-TV nicht ausgewiesen.

Anpassung der Bestimmungen der Servituten „Rangée d'arbres“ (art. 17.3) und „Haie vive“ (art 17.4) der PAG PE

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

(...)

- appliquer sur la partie graphique les servitutes définies aux articles 17.3 et 17.4 d'une manière plus conséquente (voir également le premier point ci-dessus concernant l'intégration paysagère). Les plantations ne doivent non seulement être indigènes mais également adaptées à la station. A ce stade, ces servitutes semblent se limiter à la ECO-c1 au lieu-dit « Tëschel », malgré le fait que le projet de PAG ainsi que le projet du PSZAE y prévoient un développement urbanistique important de façon à en limiter considérablement les effets escomptés,

Stellungnahme der PAG-Büros:

Beide Servituten wurden im Rahmen der punktuellen PAG-Änderung „Tëschel“ auf Anfrage des Umweltministeriums im PAG der Gemeinde Strassen festgesetzt und vom Innenminister am 26. Juli 2018 genehmigt. Die Servituten wurden 1:1 in das PAG-Projekt im Rahmen der „refonte complète“ übernommen.

Die Entwicklung der durch den PSZAE vorgesehenen, südlich angrenzenden regionalen Gewerbezone wird durch die beiden Servituten nicht beeinträchtigt.

Es wird empfohlen, die beiden Servituten zunächst im PAG-Projekt wie bisher beizubehalten, da unklar ist, wann die Entwicklung der regionalen Gewerbezone tatsächlich stattfindet. So kann in der Zwischenzeit der Auswirkung auf das Landschaftsbild gemindert werden. Im Rahmen der Entwicklung der regionalen Gewerbezone sollten ebenfalls Grünzüge vorgesehen werden, um bestehende ökologische Vernetzungen aufrechtzuerhalten.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Es wird keine Änderung im PAG-Projekt diesbezüglich durchgeführt.

Entfernung des „Couloir pour projets routiers“ für Nord-Ausfahrt Pescher

Sur base du rapport environnemental ainsi que de mes remarques développées aux chapitres précédents, et sans vouloir répéter ici les modifications de la délimitation de la zone verte que je vois d'un œil critique, la qualité environnementale, respectivement la cohérence du projet de PAG sont à améliorer par la prise en compte des remarques suivantes :

(...)

- biffer le couloir pour projets routiers dans la zone de verdure aux lieu-dits « Krescher / Schleedbiërg » alors qu'il risque de ne pas être en phase avec les obligations découlant de l'autorisation 79739_M en matière de protection de la nature. Il importe de trouver une solution d'ensemble intégrant toutes les contraintes.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Vor dem Hintergrund der Stellungnahme wird vorgeschlagen, diese Thematik direkt mit dem Umweltministerium zu erörtern, da der Rekultivierungsplan der Deponie zur Erstellung der Straße abgeändert und vom Umweltministerium genehmigt werden müsste.

Die Frage der Notwendigkeit der Nord-Ausfahrt Pescher könnte von einem Verkehrsplanungsbüro untersucht werden.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Der zugunsten einer „Nordausfahrt“ ausgewiesene „Couloir pour projets routiers“ im Bereich der aufgefüllten Deponie soll im PAG-Projekt beibehalten werden.

Thematik einer „Zone tampon“ als Lärmschutz für die „Nouveaux quartiers“

En outre, il faut constater que dans le catalogue des mesures de réduction et de monitoring, la situation acoustique existante au niveau des surfaces 2, 6b, 10, 11, 13, 16, 17 et 18 a été prise en considération. Dans les parties écrites des schémas directeurs qui s'y rapportent, des mesures de réduction d'impact sonore ont encore été mentionnées, et dans les parties graphiques afférentes, des « mesures d'intégration spécifiques » (visant à priori les aspects paysagers, acoustiques, visuels, etc. confondus) ont été prévues. Or, aucune zone tampon qui pourrait servir de protection acoustique n'a été transposée dans la partie réglementaire du PAG. Si pour certaines surfaces superposées par une « zone d'aménagement différé », la décision quant à la définition de telles zones tampon pourrait encore être reportée jusqu'au reclassement définitif, il est à déplorer que pour d'autres surfaces destinées à l'habitation (p. ex. 2, 6b, 16, 17, 18) celles-ci seraient dépourvues de zones tampon visant à réduire l'impact acoustique.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Zusätzlich zu den Maßnahmen, die in den schémas directeurs festgelegt wurden, besteht im PAG, die Ausweisung einer „Zone de bruit“, die festlegt, dass Lärmschutzmaßnahmen je nach Betroffenheit des jeweiligen Standorts auch tatsächlich getroffen werden.

Insofern ist aus Sicht der PAG-Büros keine zusätzliche Bestimmung im PAG, wie eine „zone de servitude ‚urbanisation‘“ oder ähnliches erforderlich.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

Es wird keine Änderung im PAG-Projekt diesbezüglich durchgeführt.

Thematik der „Zone à risques“ (Seveso)

En ce qui concerne le volet « Seveso », l'article 20 de la partie écrite du projet de PAG définit une « zone à risque concernant la prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses », alors que la partie graphique désigne une « zone à risque concernant la sécurité et la santé des personnes (Art. 20 PE PAG) ». Pour ne pas prêter à confusion, il est recommandé de veiller à une représentation identique dans la partie écrite et la partie graphique. Il en est de même pour la représentation graphique de la zone sur la partie graphique du projet de PAG dont la signature ne correspond pas à celle présentée sur la légende et qui ne semble pas correspondre à l'ensemble de la zone « Seveso » à considérer. A cela s'ajoute une formulation irritante (avant-dernier alinéa de l'article 20 de la partie écrite), étant donné que les trois dépôts pétroliers en question se trouvent sur le territoire de la commune de Bertrange et que la commune de Strassen ne pourra pas imposer par son PAG une décontamination sur le territoire communal limitrophe. En pratique, seule la question d'une migration d'une pollution des dépôts à Bertrange vers le territoire de Strassen pourrait se poser.

Stellungnahme der PAG-Büros:

Die unterschiedliche Bezeichnung der „zone à risques“ im schriftlichen und im grafischen Teil des PAG-Projekts wurde aus dem RGD-PAG übernommen, sollte aber korrigiert werden. Es wird vorgeschlagen, die Bezeichnung aus dem schriftlichen Teil des PAG-Projekts auch im grafischen Teil zu verwenden.

Die Anmerkung zur grafischen Darstellung der Zone auf dem Plan und in der Legende ist nicht nachvollziehbar. Die Darstellung in Legende und Plan entspricht derjenigen, die durch das RGD-PAG vorgegeben wurde.

Der vorletzte Satz des art. 20 des schriftlichen Teils des PAG-Projekts sollte dahingehend angepasst werden, dass lediglich der Betrieb der Tanklager aufgegeben sein sollte, bevor ein PAP ausgeführt wird.

Vorschlag des Schöffenrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

- Die Bezeichnung der „Zone à risques“ ist anzugleichen.
- Der vorletzte Satz des art. 20 wird entsprechend angepasst.

Abgrenzungen der „Zone de bruit“ im grafischen Teil des PAG-Projekts sowie dazugehörige Vorgaben im schriftlichen Teil

Pour ce qui en est du bruit, il reste à noter que la « zone de bruit » indiquée sur la partie graphique du projet de PAG se base sur les cartes de bruit « L_{night} » représentant la situation de 2011. Des cartes de bruit plus récentes représentant la situation de 2016 sont disponibles dans le catalogue « environnement » sur www.geoportail.lu. Dans cette logique, l'article 21 « zone de bruit » dans la partie écrite du PAG serait à réviser pour préciser que les cartes sont soumises à une mise à jour périodique et que, par conséquent, leurs empreintes sur le terrain sont susceptibles de changer. Au lieu de se référer aux cartes de bruit établies par l'Administration de l'environnement, il serait plus approprié que le texte du PAG se réfère au *règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement* qui fixe le cadre légal pour la mise en œuvre des cartes de bruit. Une appréciation plus précise des mesures proposées n'est pas possible, alors que le projet de règlement sur les bâtisses ne fait pas partie du dossier à me soumettre pour avis. Notons à toutes fins utiles que le Ministère de l'Intérieur a publié un « *Règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites* » traitant, entre autres les sujets des zones de bruit et des protections contre le bruit. Se pose encore la question pour les dispositions de l'article 21 imposent

des exigences différentes pour les PAP NQ (« à minimiser l'exposition au bruit des espaces extérieurs des logements ») par rapport au PAP QE (« toutes les nouvelles constructions destinées au logement doivent présenter une isolation acoustique appropriée »).

Stellungnahme der PAG-Büros:

Aufgrund der Hinweise seitens des MECDD wird vorgeschlagen, den Text der „Zone de bruit“ folgendermaßen anzupassen:

„Cette zone délimite à titre indicatif les parties du territoire communal affectés par des nuisances phoniques résultant du trafic routier au-dessus d'une valeur L_{den} de 65 dB(A) ou au-dessus d'une valeur L_{night} de 55 db(A) sur base de la cartographie stratégique du bruit établie par l'Administration de l'environnement. Ces cartes ont été établies conformément au règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Ces cartes sont soumises à une mise à jour périodique et leurs empreintes sur le terrain sont susceptibles de changer.

Lors de l'élaboration d'un PAP NQ une étude acoustique est à élaborer afin de prouver comment le site est effectivement affecté par les nuisances phoniques résultant du trafic routier et de formuler des mesures anti-bruit. Les propositions et mesures concernant la gestion du bruit formulées dans le schéma directeur sont en outre à prendre en compte. En site inscrit en plan d'aménagement particulier « quartier existant » toutes les nouvelles constructions destinées aux logements et aux services administratifs doivent présenter une isolation acoustique appropriée. Les dispositions sur la protection contre le bruit sont renseignées dans le Règlement sur les Bâtisses, les Voies publiques et les Sites de la Commune de Strassen.“

Ferner wird empfohlen, die aktuellen Lärmkarten (Version 2016) im PAG-Projekt darzustellen.

Vorschlag des Schöffensrats zur Anpassung des PAG-Projekts:

- Es sollen die aktuellen Lärmkarten verwendet werden.
- Der schriftliche Teil des PAG-Projekts wird entsprechend angepasst.